Case

F

39

.328

no. 31

ORDONNANCE DU ROI,

Qui défend à tous Suisses, Portiers, Domestiques & à toutes autres personnes logeant dans les Maisons royales ou dans des lieux privilégiés, de vendre & débiter du Tabac, sans la permission par écrit de l'Adjudicataire des fermes; & qui autorise les Employés des fermes, à faire visite & perquisition dans lesdites maisons royales & lieux privilégiés, avec les formalités prescrites.

Du 24 Avril 1768.

DE PAR LE ROI.

A MAJESTÉ s'étant fait représenter son ordonnance du 10 mai 1762, par laquelle Elle auroit assujetti toutes les maisons & châteaux appartenans à Sa Majesté, même celui de Versailles & dépendances, aux visites des Employés des fermes générales, assistés d'un Exempt de la Prevôté

de l'Hôtel, ou d'un Officier commandant dans lesdites maisons, à l'effet de détruire le commerce du faux tabac qui s'y vendoit en fraude; Sa Majesté auroit encore ordonné que ceux de ses domestiques qui seroient coupables de ce commerce frauduleux de tabac, seroient privés de leurs logemens & état, rayés des états de la Maison de Sa Majesté, & poursuivis suivant toute la rigueur des réglemens, & notamment suivant la déclaration du mois d'août 1729: Elle auroit aussi défendu par ladite ordonnance à tous particuliers & domestiques de sa Maison & de la Famille royale, de vendre & débiter aucuns tabacs, quand même ils seroient revêtus de la marque de l'Adjudicataire général de ses fermes, sans avoir une permission de lui par écrit, à peine d'être poursuivis & condamnés aux peines portées par la déclaration du 1.^{er} août 1721 & arrêt du Conseil du 28 mai 1743: Autre ordonnance du 3 juillet de la même année 1762, par laquelle Sa Majesté auroit ordonné que tous les Gouverneurs & Officiers des maisons royales situées à Paris, des Princes du Sang qui y occupent des hôtels, & des Seigneurs & Juges des lieux prétendus privilégiés, ecclésiastiques ou séculiers, sans en excepter aucun, & toutes les autres personnes, de quelqu'état ou condition qu'elles soient, fassent les défenses les plus expressees à tous les Suisses, Portiers, Domestiques domiciliés, ou autres soumis à leur dépendance, de receler aucuns tabacs de fraude, d'en vendre & débiter, quand même ils seroient revêtus de la marque de l'Adjudicataire des fermes, si ce n'est qu'ils fussent débitans & pourvus de la commission du Fermier, à peine d'être poursuivis suivant la rigueur

des réglemens. Et Sa Majesté étant informée que nonobstant lescdites ordonnances, il se commet dans la ville de Paris, des fraudes très-considérables sur la vente du tabac, ce qui est très-préjudiciable aux intérêts de Sa Majesté & à ceux de sa ferme générale: A quoi voulant pourvoir; SA MAJESTÉ a ordonné, veut & entend que les ordonnances des 10 mai & 3 juillet 1762, sa déclaration du mois d'août 1729, & l'arrêt du Conseil du 28 mai 1743, soient exécutés selon leur forme & teneur; en conséquence, fait très-expresses inhibitions & défenses à tous Suisses, Portiers, Domestiques, & à toutes autres personnes, telles qu'elles puissent être, soit dans ses châteaux & maisons en dépendantes, soit dans la ville, faubourgs & banlieue de Paris, de receler aucuns tabacs de fraude, de vendre ni débiter aucuns tabacs, quand même ils seroient revêtus de la marque de l'Adjudicataire des fermes, si ce n'est qu'ils fussent débitans pourvus de la commission des fermiers, à peine contre les contrevenans, d'être poursuivis suivant la rigueur des réglemens, de confiscation desdits tabacs, de trois mille livres d'amende & d'être emprisonnés, même de plus grandes peines s'il y échoit; voulant Sa Majesté que les Employés des fermes générales, assistés dans les maisons royales d'un Exempt de la Prevôté de l'Hôtel, ou d'un Officier commandant dans lescdites maisons; & dans la ville de Paris, d'un Commissaire au Châtelet, puissent faire visite & perquisition dans ceux des hôtels ou maisons particulières, dans lesquels ils seront informés qu'on recèle des tabacs ou qu'il s'y en vend en fraude, sans que l'entrée puisse leur en être refusée: Enjoint Sa Majesté au sieur

Marquis de Sourches, Prevôt de son Hôtel & Grand-prevôt de France; & au sieur Lieutenant général de Police de la ville, prevôté & vicomté de Paris, de ten'r la main, chacun en droit foi, à l'exécution de la présente ordonnance qui sera lûe, publiée & affichée par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. FAIT à Versailles le vingt-quatre avril mil sept cent soixante-huit. Signé LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

ANTOINE - RAYMOND - JEAN - GUALBERT - GABRIEL
DE SARTINE, Chevalier, Conseiller d'État, Lieutenant
général de police de la ville, prevôté & vicomté de Paris:

Vu l'Ordonnance du Roi ci-dessus, nous ordonnons qu'elle sera imprimée, lûe, publiée & affichée par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. FAIT à Paris, en notre hôtel, le vingt-unième jour de mai mil sept cent soixante-huit. Signé DE SARTINE.

038 - 10